

crier et de soulever la masse des travailleurs au Canada. C'est justement avec de telles gens qu'on tolère, qu'on craint, qu'on en arrive à des résultats pitoyables comme ceux que l'on peut constater présentement au sein du ministère des postes.

Monsieur l'Orateur, n'importe quel député a à cœur que nos employés postaux soient bien traités. Cependant, de là à se faire menacer par des gens qui n'ont jamais rien accompli au Canada, qui sont prêts à soulever tous les gens les uns contre les autres, il y a une marge. Et le ministre des Postes aurait dû être plus ferme à certaines occasions.

Par exemple, le ministre sait fort bien que le service de cinq jours par semaine ne rend pas service à la population. Le ministre sait fort bien que la fermeture des bureaux de poste ne rend pas service à la population. Pourtant, on ferme des petits bureaux de poste, on met à pied des employés, puis on impose la semaine de cinq jours, alors que, pendant deux jours, le courrier s'accumule dans les bureaux de poste, ce qui en retarde d'autant la livraison.

Le système de livraison postale actuellement en vigueur au Canada est pitoyable; je l'ai dit tantôt. C'est un système qui ne donne pas satisfaction, mais, parce que le ministre a eu peur, on est dans le pétrin.

Alors, quand le ministre décidera de se tenir debout, de mettre les faits en face des intéressés, j'ai la conviction qu'on pourra peut-être diminuer les tarifs postaux, car cela s'impose.

Il faudrait de plus accorder le privilège de deuxième classe aux publications canadiennes qui doivent informer la population plutôt que de punir celle-ci.

Il faudrait également assurer un service plus complet, de meilleure qualité et plus expéditif, puisque des plaintes nous arrivent de partout.

J'ai cité une plainte, mais j'en ai eu de toutes les régions de l'Ouest, lorsque j'y suis allé. La même chose se produit dans l'Est.

Alors, monsieur l'Orateur, le ministre a réalisé—comme je l'ai dit au début de mes remarques—une unité nationale parfaite. Il a indisposé tout le monde à travers le pays, avec sa nouvelle loi. Puisque tout le monde se plaint de la même façon, je lui demanderais, au nom de l'unité nationale, de réviser ses positions et d'améliorer la loi sur les postes, afin de permettre à l'ensemble des Canadiens d'être mieux disposés envers le gouvernement, et plus particulièrement envers le ministre des Postes.

L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Communications): Monsieur l'Orateur, je dois dès le début de mes remarques faire une mise au point.

Les journaux suivants, qu'a mentionnés l'honorable député de Témiscamingue (M. Caouette), n'ont pas reçu de privilèges spéciaux: *Logos, Canada-Vietnam News Letter, The Workers Vanguard, The American in Exile in Canada, The Communist Viewpoint et The Progressive Worker.*

[Traduction]

J'ai écouté les discours de nos vis-à-vis et je tiens à dire immédiatement que même si quelques-unes de leurs critiques et réclamations sont justifiées—et nous tenons justement à connaître les griefs concernant des cas précis, pour pouvoir mieux nous acquitter de notre tâche—il nous faudrait, pour aller au fond des choses, avoir en main les plis en question pour pouvoir remonter à la source des retards. Bon nombre de ces lettres retardées viennent de l'étranger. Des colis du Royaume-Uni ont dû passer par New-York, où la grève des débardeurs a duré trois mois.

M. Thompson: Non, nous avons des preuves ici même.

L'hon. M. Kierans: Eh bien, remettez-les nous et nous ferons enquête à leur sujet. C'est la meilleure façon pour nous de découvrir les points faibles dans le service postal. Nous avons trop entendu de ces généralisations extravagantes.

Tout ce qu'on a dit jusqu'ici dans le débat, comme ce qu'il resterait à dire, a été dit de façon beaucoup plus explicite il y a un peu moins d'un an, et je peux vous citer le commentaire en question:

L'administration postale... passe par une crise. D'année en année, elle se laisse distancer par le reste de l'économie dans le domaine des services, de l'efficacité et dans la façon d'assumer ses responsabilités comme employeur. Tous les ans, son bilan accuse un énorme déficit financier. Il n'y a personne qui se rende autant compte de l'envergure de cette crise que les dirigeants et les employés des Postes, sur qui repose l'écrasant fardeau d'acheminer chaque jour le courrier du pays. Le remède est hors de leur portée.

J'ai délibérément omis trois mots dans cette citation, monsieur l'Orateur. En effet, la première phrase se lisait ainsi de façon suivante:

L'administration postale des États-Unis passe par une crise.

Cette citation est tirée du rapport de la Commission d'étude présidentielle, chargée d'enquêter sur l'administration postale des États-Unis.

M. Thompson: Pourquoi faut-il que la leçon nous vienne des États-Unis?

L'hon. M. Kierans: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas interrompu une seule fois le député d'Hillsborough (M. Macquarrie). Même si notre administration postale peut soutenir la comparaison avec n'importe quelle autre et se